

## Spécialiste de la politique extérieure, Ilhan Uzgel critique la position adoptée par Erdogan – qui n’a pris aucune mesure contre Israël ni en faveur des Palestiniens – sur la guerre de Gaza.

Entretien avec *Ilhan Uzgel* par *Lara Villalón (Ankara)*

# «NI ISRAËL NI LE HAMAS NE FONT CONFIANCE À ERDOGAN EN TANT QUE MÉDIATEUR»

Pendant presque 30 ans, Ilhan Uzgel a été professeur de Sciences politiques à l’université d’Ankara, au sein de la faculté connue sous le nom de Mulkiye, où travaillaient les universitaires les plus prestigieux de Turquie. Après des études post-doctorat à Cambridge et à Georgetown, M. Uzgel s’est spécialisé dans la politique extérieure turque, s’intéressant notamment à l’Europe, au Moyen-Orient et aux relations avec les États-Unis. Ilhan Uzgel a fait les frais des purges administratives entamées par le gouvernement en 2016 contre les confréries islamistes infiltrées dans l’appareil d’État, mais aussi contre les fonctionnaires proches des partis de gauche et les opposants du président turc, Recep Tayyip Erdogan. Des milliers d’universitaires ont été frappés par cette « mort sociale » qui leur interdit de travailler dans toute institution publique et d’accéder aux services sociaux.

Ces cinq dernières années, Uzgel a principalement travaillé avec des *think tanks* et des médias, analysant la politique extérieure de la Turquie. Il vient rencontrer **afkar/idées** pour examiner la position adoptée par le

président Erdogan au sujet de l’offensive israélienne sur la bande de Gaza.

La guerre est venue interrompre un processus de rapprochement diplomatique entre la Turquie et Israël, processus lancé après des années d’éloignement suite à la mort de 10 ressortissants turcs lors de l’attaque de l’armée israélienne contre une flotte qui cherchait à apporter de l’aide humanitaire à Gaza en 2010. Depuis octobre dernier, Erdogan a changé du tout au tout de position, allant de se proposer comme médiateur à suggérer une intervention militaire pour freiner la guerre. Le dirigeant turc ne considère pas le Hamas comme une organisation terroriste. Il assure qu’il s’agit d’un « groupe de libération » et a qualifié de terroristes les actions du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. La Turquie accueille depuis des années d’éminents membres du Hamas qui, opposés à la répression menée par le président syrien, Bachar al Assad, ont quitté la Syrie en 2012.

**Au début de la guerre menée sur la bande de Gaza, Erdogan s’est proposé comme médiateur du conflit. Peu**

**après, toutefois, il a adopté une position plus ferme contre l’offensive militaire de Netanyahou. Comment définiriez-vous la position actuelle du gouvernement turc sur la guerre de Gaza ?**

Le gouvernement d’Erdogan, et les mouvements islamistes de Turquie en général, proviennent d’une tradition qui a de la sympathie et de l’attachement pour la cause palestinienne. Même avant la guerre, il était habituel d’entendre ses discours évoquer la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem, les attaques commises par Israël... Toutefois, ces cinq derniers mois, le gouvernement d’Erdogan a très peu fait pour soulager le conflit à Gaza ou pour diminuer la souffrance humaine. Il s’est limité à autoriser des manifestations en faveur de la Palestine en Turquie. Il a permis à ses partisans de protester contre les entreprises qui soi-disant soutiennent des entreprises israéliennes ou leur appartiennent, ce qui est vraiment élémentaire. Ils attaquent des cafés de Starbucks, ils cassent des bouteilles de Coca-Cola en public. Ce type d’action n’a pas de répercussions sur la guerre de Gaza. Erdogan n’a même pas ordonné de sanctions



Ilhan Uzgel lors d'un événement organisé par le parti d'opposition social-démocrate CHP. Ankara, décembre 2023/SERVICE DE COMMUNICATION DU CHP

## « Tel est le panorama : une rhétorique sévère contre Israël, contre le gouvernement de Nétanyahou, mais, dans la pratique, [Erdogan] ne fait rien »

économiques contre Israël. Bien au contraire, le commerce bilatéral entre la Turquie et Israël a augmenté ces derniers mois. Tel est le panorama : une rhétorique sévère contre Israël, mais, dans la pratique, rien. Aucune mesure n'a été prise pour aider les Palestiniens en général ou la population gazaouie en particulier.

### **Quel type d'action pourrait entreprendre Erdogan pour marquer une rupture avec Israël ou être en phase avec sa rhétorique ?**

Il pourrait, par exemple, interrompre le fonctionnement de la station de radar de Kurecik, dans la province de Malatya. Cette plate-forme est cruciale pour les systèmes de défense anti-missiles de l'OTAN et, que nous sachions, elle protège aussi l'espace aérien d'Israël. Ou bien, il pourrait restreindre l'utilisation de la base d'Incirlik, près d'Adana, par les Américains, vu leur soutien inconditionnel d'Israël. Ce serait bien sûr des mesures extrêmes, mais d'après

les discours d'Erdogan, il se disposerait à les prendre. Toutefois, sur le papier, la réalité est tout autre. Le commerce bilatéral augmente et suit son cours sans interruptions. On continue à livrer du pétrole à Israël via le port turc de Ceyhan. Pour l'instant, Erdogan n'a pas pris la moindre mesure drastique. Ces discours durs visent à flatter son public. Au bout du compte, ce ne sont que des mots.

### **La Turquie est un membre important de l'Organisation de Coopération islamique (OCI). A-t-elle cherché des voies diplomatiques au sein de l'organisation pour mettre fin au conflit à Gaza ?**

C'est un espace compliqué, tout comme l'est la Ligue arabe, car Israël travaille depuis des années à normaliser ses relations avec ces pays, ce qui a eu un fort impact pour la population palestinienne. Plusieurs pays appartenant à ces organisations, dont la Turquie, condamnent l'offensive

sur Gaza mais, sur le papier, ils n'ont entrepris aucune action drastique contre ce qui se passe. Il n'existe malheureusement pas non plus de position unanime au sein de ces organisations et ni l'aide ni les mesures qu'elles prennent ne sont à la hauteur des attentes et des aspirations des Palestiniens.

### **Comme dans d'autres pays, des protestations de masse en faveur de la Palestine ont eu lieu en Turquie. Ceci dit, certaines ont été dirigées par Erdogan lui-même. À votre avis, comment se positionne l'opinion publique par rapport au conflit ?**

Les sondages indiquent qu'une grande partie de la société ne veut pas que la Turquie intervienne dans le conflit. Au-delà, c'est pour Erdogan une occasion de contenter les bases les plus conservatrices et religieuses de la société avec des discours qui font appel aux Frères musulmans, aux attaques contre la religion, etc. Cette appropriation de

## « La Turquie a ouvertement pris position au côté du Hamas, en raison de sa proximité avec les Frères musulmans. Je crois qu'Israël ne voulait pas d'interlocuteur de ce type pour la médiation »

la cause palestinienne a occasionné des situations pour le moins curieuses en Turquie, où des laïcs ou des opposants d'Erdogan ne disposaient pas d'autre espace pour manifester en faveur de la Palestine que celui des marches progouvernementales. À Istanbul, il y a même eu des manifestations auxquelles ont participé des islamistes et des partis de gauche.

**Au début de la guerre, Erdogan a proposé en tant que médiateur. Il était parvenu à réunir Kiev et Moscou en vue d'atteindre un accord pour l'exportation de céréales par la mer Noire (qui a échoué l'été dernier), et on attendait donc une action du même type de la part d'Ankara. Néanmoins, quelques semaines plus tard, Erdogan a adopté une position bien plus discrète en comparaison avec d'autres médiateurs comme le Qatar et l'Égypte. Pourquoi ?**

Les négociations sont menées entre Israël et le Hamas. Or, aucun d'eux ne considère Erdogan comme un médiateur fiable. Tout d'abord, cela fait très longtemps qu'il a perdu sa crédibilité. Ensuite, il me semble que les pouvoirs régionaux ne veulent pas qu'Erdogan se mêle de ce conflit. De fait, Erdogan jouait avec un certain avantage puisqu'il était en bonnes relations avec Néétanyahou. Du moins, elles étaient bonnes jusqu'à septembre dernier, quand les deux hommes se sont rencontrés à l'Assemblée générale des Nations unies, un mois avant la

terrible attaque du Hamas. Erdogan a eu l'occasion de parler avec Israël et avec le Hamas, mais aucun des deux n'a déposé en lui sa confiance pour qu'il soit médiateur. En revanche, ils ont préféré travailler avec l'Égypte et le Qatar. Il faut en outre signaler que la Turquie a ouvertement pris position au côté du Hamas, en raison de sa proximité avec les Frères musulmans. Je crois qu'Israël ne voulait pas d'interlocuteur de ce type pour la médiation.

**Des sources du gouvernement ont indiqué à la presse qu'Erdogan avait « invité » les membres du Hamas qui habitent en Turquie à quitter le pays. Pourtant, une partie des flux d'argent maniés par cette organisation passe par la Turquie via des sociétés écran et des cryptomonnaies. Où en sont les relations actuelles entre le gouvernement turc et le Hamas ? Pensez-vous que la présence du Hamas en Turquie embarrasse le gouvernement ?**

Je crois Erdogan capable de tout instrumentaliser. Je m'explique : il y a des années, il a accueilli d'éminents membres des Frères musulmans, dont la plupart se sont installés à Istanbul et possédaient des entreprises et des médias. Puis, après avoir normalisé ses relations avec l'Égypte et avec le président Adelfattah al Sissi, des pressions ont subitement été exercées contre les Frères musulmans. Certains ont été expulsés de Turquie, contraints de quitter le pays comme condition préalable à une normalisation des

relations avec Al-Sissi. Voilà pourquoi, je crois, de nombreux acteurs ne le voient pas comme un partenaire fiable. Selon comment va évoluer la situation, il va soit ignorer le Hamas, soit en finir avec la présence du Hamas dans le pays. Si on lui donne matière à négocier, il peut changer d'idée. C'est ainsi qu'il s'est maintenu au pouvoir pendant plus de 20 ans. Oui, Erdogan se sent proche du Hamas, mais si les circonstances changent, il peut lui tourner le dos. Si j'étais un dirigeant de cette organisation, je n'aurais pas confiance en Erdogan.

**Au moment de l'attaque du 7 octobre et du début de la guerre dans la Bande de Gaza, la Turquie était en plein processus de rapprochement diplomatique avec Israël. Pensez-vous que ce rapprochement s'est ralenti ou a été suspendu après que les deux pays ont rappelé leurs représentants diplomatiques respectifs ?**

Lorsque la guerre se terminera, car la guerre finira bien par se terminer, au bout d'un moment l'opinion publique sur Israël se normalisera à nouveau. Lorsqu'on entrera dans ce processus de normalisation et que certains pays se rapprocheront d'Israël, la Turquie envisagera peut-être de rafistoler encore une fois ses relations diplomatiques. De fait, les liens diplomatiques actuels ne sont pas si mauvais puisque les relations économiques suivent leur cours sans aucune sorte d'interruption et se sont même améliorées depuis le début de la guerre. Si les relations s'améliorent, les deux pays désigneront à nouveau leurs ambassadeurs respectifs et voilà. Je crois que cela va arriver à un moment ou à un autre, et cela n'aura rien de bien nouveau. Erdogan ne se crée pas d'ennemis éternels. Un jour il rompt ses relations avec quelqu'un, le lendemain il les raccommode. C'est la même histoire encore et encore. On l'a vu avec d'autres dirigeants, en Égypte, en Grèce et dans d'autres pays de l'Union européenne.

**Ces trois dernières années, la Turquie a marqué un tournant dans sa politique étrangère en normalisant ses relations avec des pays voisins, dans une tentative de remettre à flot son économie, mise à mal par l'inflation et par une**

**« Erdogan ne se crée pas d'ennemis éternels. Un jour il rompt ses relations avec quelqu'un, le lendemain il les raccommode. On l'a vu en Égypte, en Grèce et dans d'autres pays de l'UE »**



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, assiste à la « Grande Rencontre palestinienne » à l'aéroport Atatürk d'Istanbul, le 28 octobre 2023./SERHAT CAGDAS/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

**grave dévaluation de la monnaie nationale. Mais voilà que la guerre de Gaza a fait monter d'un cran les tensions régionales. Pensez-vous qu'elle puisse nuire au processus de rapprochement de la Turquie avec d'autres pays ?**

De 2019 à 2021, la Turquie était très isolée au plan régional, notamment dans la région est de la Méditerranée. Le gouvernement s'est rendu compte que cela ne pouvait pas durer, qu'il ne pouvait pas fonctionner dans cette situation. La Turquie n'avait d'ambassadeur ni en Égypte ni en Syrie ni en Israël. Elle se trouvait dans une situation très étrange dans laquelle elle n'avait même pas été invitée au Forum du gaz de la Méditerranée orientale, alors même qu'elle est un pouvoir économique régional. Le pays était soudain amoindri sur le plan économique, mais aussi diplomatique. Voilà pourquoi Erdogan a décidé d'améliorer peu à peu ses relations

avec les pays voisins. Aussi avec les États-Unis et l'UE. Je dirais que ce processus est toujours en cours et ne sera pas entamé par le conflit à Gaza, du moins au niveau diplomatique. À la différence d'autres pays, la Turquie n'a pas subi l'impact économique des attaques des houthistes du Yémen en mer Rouge. Certains pays de la région n'entretiennent pas encore de relations diplomatiques avec Israël, d'autres ont vu leurs tensions avec Tel Aviv s'accroître, mais pour l'instant aucun ne vient se mettre en travers de la politique extérieure actuelle d'Erdogan.

**Par ailleurs, Israël, lui, a participé à des forums de Méditerranée orientale auxquels la Turquie n'a pas été invitée, lorsqu'elle a constitué une alliance avec la Libye et, de là, établi de nouvelles juridictions maritimes qui ont exacerbé les tensions avec la Grèce et l'Égypte.**

**La situation actuelle a-t-elle pesé sur cette question ?**

En Méditerranée orientale, Erdogan a altéré ses relations avec l'Égypte, avec Israël, avec la Grèce, dans l'idée de défendre les droits des délimitations maritimes. La Turquie en était arrivée à un point de fort isolement régional dans le cadre duquel d'autres pays encore – France, Émirats arabes unis et même États-Unis – ont rejoint le bloc opposé. Un grand bloc d'opposition à Ankara a commencé à se former, qui coopérait en matière d'énergie, de commerce, de défense et de diplomatie. Voyant qu'il était en train de perdre du pouvoir dans la région et d'aller mal du point de vue économique, Erdogan a tenté de restaurer ses liens avec ces pays. Pour l'instant, ce processus se poursuit. Même les relations bilatérales avec la Grèce vont beaucoup mieux, les deux gouvernements ayant tenu à afficher ce rapprochement en public./